

Lutte de classe

Quels intérêts défendent réellement Schivardi et le PT

Dans un courriel du 19 janvier, un militant du PT m'a écrit ceci : « *Pourquoi ne pas discuter avec des militants du P.T. de la candidature de Gérard Schivardi ?* » Quand les militants du PT voudront bien partir des faits et rien que des faits, et non de l'orientation politique imposée par leurs dirigeants, nous pourrions discuter. Des faits concrets en voici de nouveaux, puisque apparemment ceux qui figurent par centaines dans ce site ne suffisent pas.

Communiqué de presse N° 11 de Gérard SCHIVARDI

« *Ne faut-il pas dire d'où vient ce programme ?* » (du COR sur les retraites)

C'est une nécessité pour le capitalisme pourrissant de remettre en cause tous les acquis pour accumuler, au pire maintenir ses profits, ce n'est pas un mystère, sauf peut-être pour Schivardi et le PT. Pourquoi ne le dites-vous pas monsieur Schivardi ? Pourquoi chercher ailleurs un responsable ? Parce que vous refusez de remettre en cause le pouvoir de la bourgeoisie, le gouvernement, que vous voulez nous balader à Bruxelles ? Désolé, nous n'avons pas le même objectif.

« *Comme je l'ai dit le 11 janvier sur RMC j'affirme que le sauvetage des systèmes de retraite passe par le retour des 175 milliards d'exonération de cotisations patronales dans les caisses de la Sécurité sociale .* ».

C'est tout ? On reprend le train-train des années folles 50-60, c'est vrai que le prolétariat était tellement heureux de vivre et de se faire exploiter à cette époque-là.

« *Cela passe bien sûr par la rupture avec l'Union européenne.* »

Non monsieur Schivardi, cela passe par la rupture avec la bourgeoisie, cela passe par la prise du pouvoir par le prolétariat ! On voit ici nettement ce qui nous sépare. Vous vous situez dans le cadre de la pérennité de l'Etat bourgeois que vous protégez, alors que nous nous situons dans celui de son renversement. Vous vous réclamez du vieux monde capitaliste, alors que nous voulons l'abattre pour le remplacer par un monde meilleure, pour être bref, donc décidément tout nous sépare.

Communiqué de presse N° 12 de Gérard SCHIVARDI

Rendez-vous compte ce n'est pas le capitalisme qui remettrait en cause le prix unique du timbre mais l'Union européenne. Ben voyons ! Toujours les mêmes sornettes.

« *Le service public de la Poste a garanti pendant des générations la distribution du courrier 6 jours sur 7 dans tous les points du territoire à un prix unique du timbre par des fonctionnaires d'Etat..* ».

Voilà le drame pour Schivardi et le PT, c'est qu'ils sont incapables de comprendre que depuis cette époque merveilleuse - à les écouter, la crise du capitalisme mondial n'a cessé de s'approfondir et les contradictions internes qui le minent n'ont cessé de prendre de l'ampleur, la crise du capitalisme est passé au cran supérieur, mais ils refusent d'en tenir compte, d'où leurs chimères dans un hypothétique retour à un capitalisme progressiste... A défaut de vouloir le renverser et d'avancer vers le socialisme, qui apparemment n'est pas la perspective de Schivardi puisqu'ils ne le disent à aucun moment ou n'y fait même pas référence. Normal lorsqu'on est soutenu par des maires de droite, ce n'est pas moi qui l'affirme mais Schivardi qui s'en vante !

La candidature de Schivardi est tout sauf une candidature politique, c'est en réalité une candidature syndicale qui se borne à un catalogue de revendications économiques, alors que la question de l'élection présidentielle est éminemment politique. Cela aurait-il échappé aux militants ?

« Incompréhension devant l'attitude des gouvernants qui refusent toute intervention de l'Etat pour s'opposer aux destructions d'emplois et au démantèlement de l'industrie. »

On se demande sur quelle planète il vit Schivardi, à moins qu'il ne soit stupide ou ignare, je ne le pense pas.

Rappel élémentaire : ce sont les chefs d'Etat en Europe qui ont institué l'Union européenne, ce sont les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE qui se réunissent chaque année en conférences et sommets pour déterminer la politique sociale et économique de l'UE. Ce sont aussi les chefs d'Etat qui nomment les commissaires qui forment la Commission européenne, ce qui signifie que les directives scélérates qu'ils rédigent coïncident avec la politique qu'ils préconisent, c'est une vérité de La Palice !

Sans la volonté des chefs d'Etat, l'Union européenne n'existerait pas, voilà ce que les travailleurs et les militants du PT ne doivent pas savoir ou doivent oublier pour adhérer à l'orientation opportuniste du PT et soutenir Schivardi, donc soutenir l'Etat bourgeois. Je mets quiconque au défi de me prouver le contraire.

Les chefs d'Etat sont au service du capitalisme et plus généralement au service du capitalisme mondial. Pour continuer à exister et tenter de ralentir la descente inexorable aux enfers du capitalisme, l'aristocratie financière et industrielle qui dirige les multinationales, les holdings, etc. s'est dotée d'une institution politique pour tenter d'y parvenir en s'appuyant sur les institutions politiques existantes dans chaque pays européen, et en premier lieu dans l'institution qui trône au sommet de l'Etat bourgeois, le chef de l'Etat, le Président de la République, on pourrait ajouter l'institution la plus antidémocratique de l'Etat bourgeois, là où se concentre justement le pouvoir exécutif, le pouvoir politique de décision sans partage.

C'est donc bien en résumé, le chef de l'Etat qui est à la fois à l'origine et le responsable de la politique sociale et économique qu'il met en œuvre dans son propre pays, ainsi que la politique que met en œuvre ensuite l'Union européenne, puisque c'est de lui seulement que dépend l'existence de la Commission européenne qui rédige les directives du même nom.

Cela paraît tellement simple à comprendre, c'est tellement évident, non ? Je ne me livre à aucune analyse, c'est inutile à ce stade-là, je me contente de dire ce qui est très simplement, je me borne à relater des faits concrets et réels, pas davantage, des faits connus et facilement vérifiables par chaque militant.

Ensuite, soit on les prend en considération ou non. Soit on admet que c'est le chef de l'Etat et son gouvernement avec la complicité de l'Assemblée nationale qui décident réellement de la politique mise en œuvre dans ce pays, soit on s'obstine à le nier et alors, à partir de là, on peut raconter n'importe quoi et extrapoler à n'en plus finir. En voici un exemple.

Il suffirait qu'un chef d'Etat décide de ne pas nommer de commissaire et de refuser de participer aux réunions de chefs d'Etat et de gouvernement qui sont organisées chaque année par l'UE, de rejeter l'application des traités signés depuis 50 ans pour que la rupture avec l'Union européenne soit effective. Mais, car il y a un mais incontournable, on sait pertinemment que cette hypothèse est totalement invraisemblable. A partir de là, toute politique s'inscrivant dans cette perspective conduit infailliblement à une impasse. Par contre, le renversement du gouvernement et de l'Assemblée nationale qui le soutient par la mobilisation révolutionnaire des masses ouvre la voie à l'abolition des institutions, à la révolution socialiste, ce dont Schivardi et le PT ne veulent pas entendre parler.

« Comment ne pas partager les sentiments et la protestation de ces salariés sacrifiés par l'exigence des actionnaires à augmenter encore la rentabilité financière et la compétitivité de leur groupe ? »

Effectivement, les patrons s'en mettent plein les poches pendant que les travailleurs sont réduits au chômage, à la pauvreté, à la précarité. Mais pourquoi ne pas dire qu'ils s'appuient directement sur le gouvernement en place pour agir de la sorte, sur les institutions de la Ve République ? Comment Schivardi et le PT peuvent-ils imaginer qu'il pourrait en être autrement sans en finir avec l'un et l'autre ?

Pourquoi s'obstinent-ils à évacuer systématiquement cette question politique déterminante ? On a la réponse tout de suite.

Schivardi embraie une nouvelle fois sur la rupture avec Maastricht évoquant un « *Un parlement qui voudrait voter un plan d'urgence de protection des travailleurs devrait interdire les délocalisations, interdire les licenciements et rationaliser les secteurs clés de l'industrie et de la banque.* »

Souvenez-vous, on a eu le droit à l'Assemblée constituante souveraine, puis à l'Assemblée nationale souveraine (son discours le 18 novembre 2006 à Paris), et voilà qu'il en revient à un Parlement bourgeois tout court ! Donc ne changeons rien, ne touchons surtout pas aux institutions de la Ve République. On comprend parfaitement pourquoi, lorsqu'on a à l'esprit qu'il est soutenu par « *des maires de droite, de gauche, de toutes sensibilités politiques* » (son interview sur France Info, 9 janvier). Vous comprenez pourquoi toute remise en cause de l'Etat bourgeois est impensable pour Schivardi, non, faudrait-il faire un dessin ?

Vous avez noté : point de socialisation, point de nationalisations sans indemnité ni rachat, non, une « *rationalisation* » des secteurs clés de l'industrie et de la banque, autrement dit une meilleure gestion du capitalisme ferait très bien l'affaire pour remédier à la situation sociale dramatique dans laquelle se trouvent plongés des millions de travailleurs et leurs familles. C'est bien simple le programme de Schivardi sur ce point précis est encore plus médiocre que de celui de Mitterrand en 81 !

Vous avez sous les yeux la nature exacte de la candidature Schivardi : une candidature bourgeoise qui s'inscrit parfaitement dans le cadre de la Ve République et ses institutions. Elle ne peut être ni un point d'appui ni une perspective politique pour le prolétariat, c'est une candidature réformiste de collaboration de classes, donc il est logique aussi qu'il appelle à soutenir Royal, à « *battre la droite* ».